

Zeitschrift: Revue Militaire Suisse
Herausgeber: Association de la Revue Militaire Suisse
Band: 96 (1951)
Heft: 9

Rubrik: Revue de la presse

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 05.04.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Revue de la presse**Revue de la défense nationale**

(Avril 1951)

Les nombreux échanges de vue et polémiques concernant la défense de l'Europe constituent certainement la partie la plus vivante et la plus actuelle des dernières publications de la R.D.N. Par une étude remarquable de clarté, intitulée *Force combinée mobile dans la stratégie européenne et française*, le capitaine de vaisseau Maggiar apporte une utile contribution à ces recherches. Empruntant à Lord Tedder, cdt. des forces aériennes anglaises, cette déclaration : « La guerre est un problème unique dans lequel la stratégie, la technique et la tactique des opérations aériennes, terrestres et maritimes sont inévitablement enchevêtrées de façon étroite », le cap. Maggiar s'applique à démontrer que, dans une guerre moderne, le succès appartient à celui qui sait le mieux associer ses trois armées dans le cadre d'une même action. La tactique amphibie, née de la dernière guerre, doit être appliquée à la défense de l'Europe. De régional qu'il était, le théâtre d'opérations deviendra intercontinental. Traversant l'Europe « de l'océan Arctique à la mer Noire, ou de la Baltique à la mer Egée, ou de la mer du Nord à la Méditerranée occidentale », le front sera compartimenté perpendiculairement par les Carpathes et les Alpes en « deux théâtres Nord et Sud bien distincts et séparés, reliés par la mer » et « seule la mer donnera une unité à la mosaïque des nations européennes et permettra leur défense », établissant autour des côtes d'Europe, de l'océan Arctique à la mer Noire, un vaste chemin de ronde où la puissance navale alliée se déplacera librement.

STRATÉGIE EUROPÉENNE

La notion de ligne Maginot est révolue. — Toute défense linéaire peut être enfoncée en un point quelconque par la concentration puissante et rapide des moyens de combat modernes. « Pour être efficace, la stratégie européenne doit avoir l'esprit offensif et donner à l'armée européenne la structure et les armes qui lui permettraient de contre-attaquer résolument. Encore faut-il en avoir les moyens ! A l'heure actuelle, les armées alliées d'air et de terre ne peuvent nourrir d'autre ambition que celle de gagner du temps. » Au contraire, sur mer, grâce à la supériorité aéronavale alliée, les forces armées pourraient se déplacer librement et exploiter ces deux faiblesses du continent soviétique : l'insécurité de ses côtes que bordent les centres vitaux du potentiel économique et militaire et l'immensité de son territoire qui exclut toute défense efficace des points sensibles. Rappelant que la menace de débarquement en 1942-1944 immobilisa près de 60 divisions allemandes, le cap. Maggiar voit le salut des forces du pacte de l'Atlantique dans leur possibilité de faire peser sur le monde soviétique, par des bombardements stratégiques et de vastes opérations amphibies, une menace telle qu'il soit obligé, pour y faire face, de rassembler toutes ses forces militaires.

CARACTÈRE DES OPÉRATIONS AMPHIBIES EN EUROPE

« Les côtes européennes seront les flancs toujours ouverts des armées amies ou ennemies » ; flancs sur lesquels des raids exécutés en liaison avec des opérations aéroportées seront susceptibles d'arrêter ou de retarder la marche de l'ennemi, d'opérer des destructions ou de s'emparer de ports ou de presqu'îles pour y organiser des « poches » ou abcès de fixation des forces ennemies, enfin possibilité de créer des points de contact et des bases de ravitaillement dans les pays satellites.

La future armée européenne doit faire une place importante dans son organisation « à une force combinée mobile,

autant pour couvrir son propre front que pour menacer celui de l'adversaire. Cette force comprendra un élément de débarquement (1 ou 2 divisions dites « Marines »), un élément de transport et un élément aéronaval d'escorte et d'appui. »

Passant de la stratégie européenne à la stratégie française, le capitaine de vaisseau Maggiar conclut en soulignant la nécessité pour la France d'assumer, de pair et par les mêmes procédés, la défense de l'Europe et celle de son empire qui constitue ses « arrières stratégiques naturels et la clé de voûte de son indépendance économique ».

PARADE CONTRE LA MENACE ATOMIQUE

Dans cette étude, le général Montrelay cherche les moyens de parade contre les armes nucléaires, thermonucléaires (bombe H), radioactives, biologiques ou autres, qu'il nomme, en raison de leurs effets divers, « armes complexes ». Il affirme que là encore joue le principe : « il n'est pas d'armes contre lesquelles on ne puisse opposer de protection. » Du fait des difficultés et du coût énorme de leur fabrication, ces « armes complexes » n'ont plus pour objectifs des armées, « mais des ensembles dont la destruction influencerait directement sur les résultats de la guerre » ; tels les centres de population, de communications, de production, de direction. Ces objectifs sont donc localisés par leur degré d'importance.

L'interception de ces bombes qui incomberait à l'aviation, à la marine ou même à la police suivant le moyen de transport qu'on leur attribue, lequel peut être aussi bien l'avion, l'engin autopropulsé du type V¹ ou V² et le sous-marin (attaque des ports) qu'un simple procédé de montage clandestin au lieu même de leur déclenchement, n'a qu'un pourcentage de chances très restreint. Il faut en tirer des conclusions et c'est un des devoirs principaux de la défense nationale « d'établir des modes défensifs permanents, conçus et développés dans le cadre de nouvelles structures, de nouvelles normes d'existence » qui soient susceptibles de limiter les dégâts.

Une agglomération dont la population est inférieure à 150 000 habitants n'est guère justiciable d'une bombe nucléaire, à moins qu'elle ait une importance d'un autre ordre. Une première mesure de protection consisterait donc dans la décongestion systématique des grandes villes au profit de villes moins peuplées ; une seconde mesure, dans la manière de concevoir ces nouvelles cités, en fonction des effets connus de ces bombes : choix des matériaux, caractéristiques des plans de construction, développement des volumes au-dessous du sol et réduction de la densité superficielle par la création de jardins, de larges artères et de voies à grande circulation qui serviraient, en cas de sinistres, à limiter les incendies et à assurer les évacuations. Le général Montrelay attribue en outre une grande importance à l'urbanisme souterrain, comportant des intercommunications multiples, des couloirs d'évacuations dans les zones non infectées et un réseau de radio et de télévision qui garantisse le contact si important et indispensable entre la population et les autorités. A la décentralisation des villes devrait correspondre une décentralisation régionale, chaque région devant constituer une unité indépendante tant du point de vue agricole et industriel que du point de vue transport, énergie et administration. Fractionné de la sorte, le territoire comprendrait trois types de zones : agglomérations, régions, zones interstitielles.

« L'adaptation complète ne peut être que lente. Elle est un fait d'évolution. Mais cette évolution peut être heureusement accélérée par la connaissance mesurable que les hommes responsables peuvent prendre du danger et des moyens d'y parer. »

LA BATAILLE DANS LES GRANDES VILLES

Cette étude, que le général Niessel tire d'un ensemble de documents émanant des chefs russes qui ont pris part aux batailles de Stalingrad, Berlin, Kœnigsberg, ne peut guère être résumée ; chaque alinéa, chaque phrase constitue un

précieux enseignement qu'il serait utile de lire. Le général Niessel caractérise d'abord le combat dans les villes : « Cette bataille est longue. Il est impossible à l'artillerie et à l'aviation d'en préparer complètement l'attaque. Le manque de vues d'ensemble, les rues étroites y décomposent la lutte en multiples combats locaux offrant une infinie variété de cas et exigeant toute une série de préparations de détail, très meurtriers parce qu'on s'y bat souvent corps à corps. » Le commandement coordonne certes les opérations, mais le résultat est fonction des chefs subalternes et de l'initiative des combattants. Il faut une longue période de préparations : étude des plans, travail sur la caisse à sable, entraînement des groupes d'assaut, observation, étude de photos et surtout mise au point des transmissions. Le colonel général Galitzky « spécifie que chez lui, on a consacré dix journées à familiariser tout le monde avec l'emploi des signaux simples (sifflet, corne, fusées, projectiles traceurs ».

La défense comprend plusieurs éléments :

- une position de sûreté à 1 ou 2 km. de la ceinture extérieure ;
- une ceinture extérieure constituée par les bâtiments des faubourgs et de la lisière et complétée par des blockhaus, des tranchées et des barricades ;
- à l'intérieur, des positions successives derrière des coupures, ligne d'eau, parcs, places, larges avenues ;
- parfois un réduit préparé au centre de la ville ou du côté qui a la chance d'être le plus longtemps conservé. »

Selon le colonel général Berzarine, la défense de Berlin comprenait 9 secteurs, dont un central, avec un effectif d'environ 20 000 hommes par secteur.

a) *Dans la défense.*

Quelques chiffres peuvent donner une idée intéressante sur les dimensions des secteurs et la densité des troupes :

- un bataillon renforcé tient un secteur de 1 km. de longueur sur 1 km. de profondeur ;
- une cp. d'inf. tient plusieurs parties de maisons sur un front de 500 m. et une profondeur de 200 à 300 m. ;
- la section d'inf. tient un groupe de maisons sur un front de 300 m. au maximum et une profondeur de 150 m.

Chaque point d'appui doit recevoir un plan de défense spécial fixant

- missions,
- plan de feu,
- tâche des unités voisines,
- mesures à prendre si un point d'appui tombe.

b) *Dans l'attaque.*

Le général Zamiatine estime qu'à Stalingrad, une division allemande était engagée sur un front de 500 à 600 m. seulement (200 à 300 m. par Rgt.) pour lui assurer une très grande profondeur.

Le plan général envisageait

- l'encerclement de la ville,
- le tronçonnement de la défense intérieure.

Le bat. constitue l'unité tactique et se fractionne en 3 à 6 groupes d'assaut (1 à 2 sct. renf. par des sap., art. blindés) progressant dans une, deux ou trois rues et précédée par une reconnaissance nombreuse.

L'inf. évite les rues et progresse soit par les jardins, les cours, les souterrains, soit à travers les maisons.

Tous les points conquis sont immédiatement remis en état de défense pour s'opposer à la contre-attaque ennemie.

L'art. s'engage à 80 % en tir direct, le reste en contre-batterie ou sur des zones non attaquées. Les chars, précédés à travers tous les obstacles par l'inf., progressent en deux

échelons, se relevant toutes les 3 à 5 heures. Le génie domine et aménage P. obs., P.C., abris. Les éléments d'observation sont relevés toutes les vingt minutes. Les liaisons radio et fil rendues difficiles sont complétées pour l'inf., et pour une très large part, par des of. li. et des coureurs et, pour l'aviation et l'artillerie, soit par des signaux très précis, soit par des projectiles traceurs, soit par des panneaux et des fusées. Le général Niessel termine son étude par un hommage à l'effort intellectuel réalisé par le cdt. soviétique dans ces différentes opérations.

SOMMAIRE : MARC BENOIST : *La guerre sous-marine dans le Pacifique.* — BALDENSBERGER : *G. Clemenceau dans la retraite.* — MORIER : *Les vicissitudes de l'organisation de la défense nationale.* — *Etudes, enquêtes et chroniques diverses.*

* * *

(Mai 1951)

Dans une remarquable étude intitulée *Puissance aérienne et défense terrestre*, M. Stefan Possony examine et précise les aspects fondamentaux du problème encore trop confus que pose l'utilisation de la puissance aérienne. Il situe d'abord l'aviation parmi les armes et les forces actuelles en mettant en relief ses avantages relatifs et ses servitudes.

« Liberté complète dans le choix des objectifs, — objectif industriel, objectif moral ; transports et objectifs logistiques ; vivres, eau, communications ; objectifs tactiques de toute sorte ; armes et soldats. L'attaque peut se déplacer du champ de bataille jusque sur les arrières de l'ennemi ; d'objectifs au sol à des objectifs sur mer ; d'objectifs souterrains à des objectifs aériens. Elle peut détruire des objectifs limités aussi bien que des zones entières. Elle peut se servir de tous les types d'agents de destruction, depuis les microbes et les gaz, en passant par les projectiles radio-guidés, jusqu'aux explosifs, atomiques ou

classiques. Aucune autre arme militaire n'a pareille latitude de choix : la puissance maritime est limitée à des pénétrations sans profondeur au-delà de la ligne de côtes ; la puissance terrestre doit, en général, s'utiliser contre les forces au sol de l'ennemi. L'une et l'autre ne sont que d'efficacité bornée contre toute cible non strictement militaire. »

Outre qu'il soit dans les conditions actuelles le seul agent de transport de la bombe atomique, l'avion de bombardement a une puissance de feu, avec explosifs classiques, égale à la bordée d'un croiseur armé de pièces de 8 pouces, et cette puissance de feu a l'immense avantage de pouvoir être concentrée en quelques minutes sur un même objectif et reportée quelques heures plus tard sur un objectif différent alors qu'il faudrait peut-être des jours pour manœuvrer au sol ou sur mer une puissance de feu approchante ; et encore, cette concentration de forces aurait-elle toutes les chances d'être repérée, partiellement détruite et d'agir sans avoir de son côté le bénéfice de la surprise.

Une troisième guerre mondiale donnera certes lieu à des batailles à courtes distances, mais les bases principales des belligérants seront séparées par des Océans. Pour autant qu'on ne puisse l'éviter, nous allons au-devant d'une guerre intercontinentale dont l'aviation sera nécessairement l'arme décisive. Cette arme est beaucoup plus difficile à intercepter que des armes terrestres ou maritimes et sera, de ce fait, « en mesure d'infliger des dommages bien plus graves, par unité de dépense que n'importe quel autre type de puissance militaire. »

Quelques points faibles, mais très peu en regard de tant d'avantages ! L'aviation est très vulnérable au sol, son action dépend de ses bases, ses bombardements n'ont peut-être pas encore toute l'efficacité désirable, ce qui implique l'emploi de tonnages de munitions énormes, son feu ne peut être soutenu au même titre qu'un feu de barrage d'artillerie, sa puissance diminue avec les distances à parcourir, 2 bombardiers porte-

ront 20 tonnes à 1000 km. de distance, alors qu'il en faudra 4, pour remplir la même mission à 2000 km. Enfin, malgré les progrès réalisés par la technique aéronautique, l'avion reste dépendant dans une certaine mesure des conditions atmosphériques surtout dans les missions d'appui du combat au sol.

Cette puissance aérienne peut-elle, à elle seule, exercer une action décisive ? M. Possony reprend cette idée de Clausewitz : « le véritable objectif des opérations militaires est la force vitale et non le territoire de l'ennemi. L'occupation ne serait que le point terminus de la guerre, la parade de la victoire à travers le pays vaincu. »

A ces restrictions près, défense de ces bases aériennes au sol, approvisionnement par terre et par mer et ceci pour autant que les transports aériens ne puissent encore concurrencer ces modes plus anciens, l'aviation peut agir seule et mettre seule « l'adversaire à genoux ». Le succès et la durée de la guerre seront évidemment déterminés par la force respective des antagonistes. Il faut une supériorité suffisante pour mettre l'aviation ennemie hors de combat et conserver tout de même une puissance de bombardement qui permette d'obtenir la paralysie complète de tout le potentiel de guerre.

« La puissance aérienne suffit-elle à la défense des nations continentales ?

L'aviation seule ne peut défendre un pays continental tel que la France. Une armée ennemie, attaquant par surprise, peut pénétrer fort profondément avant que les effets de la contre-attaque aérienne puissent se faire sentir. Le décalage entre l'attaque aérienne et ses effets sur la force combattante de l'ennemi est d'au moins deux semaines, et probablement davantage. En deux semaines, des forces modernes au sol peuvent avancer de plusieurs centaines de milles. »

Il ne faut pas se demander si l'issue de la bataille dépend des seules forces aériennes ou des seules forces terrestres. Il faut voir dans quelle mesure ces forces doivent se combiner, se compléter, se répartir leurs zones d'action. « Un pays doit

proportionner le périmètre du front qu'il entend défendre aux forces dont il dispose et faire la stratégie de « ses moyens ».

M. Possony conclut en posant le principe d'une aviation « où l'on met le maximum de forces tandis qu'on n'utilise les forces de terre que pour protéger les bases et la logistique aériennes.

» Seules seront victorieuses les nations qui comprennent que les champs de bataille décisifs des guerres de l'avenir sont dans les airs. C'est dans le ciel que la terre se conquiert et se défend. »

LA DÉFENSE DU TERRITOIRE

Pour avoir oublié la notion de front, les forces de l'O.N.U. malgré une supériorité écrasante en aviation et en chars ont frisé le désastre en Corée. Le colonel Champeaux tient à le rappeler au début d'une étude dans laquelle il démontre que malgré de nombreux détracteurs, la notion de front est une nécessité impérieuse à laquelle la France doit se préparer en toute urgence. « Les fronts restent le moyen coûteux mais inéluctable d'assurer la sécurité de toute manœuvre offensive ou défensive ».

De la mer du Nord à Bâle, le front du Rhin s'étend sur une largeur de 800 km. A raison d'une division par 10 km., il faudrait pour le défendre 80 divisions auxquelles doivent encore s'ajouter une vingtaine de divisions indispensables soit comme réserve, soit pour assurer la protection des arrières et le jalonnement des axes de repli. La France doit être consciente que c'est à elle qu'il appartient de fournir le plus grand nombre de ces unités d'armée. Le colonel Champeaux, après avoir fait le point, cherche à construire et à trouver le moyen de mettre sur pied rapidement et avec un minimum de dépenses un certain nombre de divisions qu'il appelle division type « Patrie en danger ». Equipée de mortiers lourds, de super-bazookas, de jeeps blindées ou de chenillettes de 1 tonne, de destroyers à blindage et calibre minimum, cette division frac-

tionnée en 3 grpt. tactiques, serait adaptable également à la version « montagne » ou « aéroportée ». Il laisse le matériel lourd aux divisions blindées et voit la marine et l'aviation, dont il ne conteste nullement le rôle décisif, groupées dans une organisation interalliée. Le colonel Champeaux traite également les problèmes d'instruction que posent ces divisions légères. Il en arrive aux cours de cadres, au cours de répétitions, au système des unités constituées et régionales, à la nécessité de centres d'instruction pour les recrues.

C'est par ces conclusions, qui ne sont pas étrangères à nos principes, que le colonel Champeaux termine cette étude, qui a le grand mérite de ne pas être une critique négative de l'organisation existante, mais une solution constructive et pratique dont le caractère révolutionnaire rendrait probablement la réalisation très lente et difficile.

PSYCHOLOGIE MILITAIRE ET RÉALITÉ COMBATTANTE

« Si les faits saillants, défaillances et exploits caractérisés, n'échappent pas à l'attention des chefs, ils ignorent l'attitude exacte de l'immense majorité des hommes placés sous leurs ordres ». « Peut-on, dans des conditions parfaitement contrôlées, déterminer l'apport offensif de chacun des éléments d'une unité ? » C'est à cette question que M. Maucorps cherche à répondre. Après la dernière guerre, les Américains ont inauguré un système d'enquêtes individuelles et interrogé avec soin les chefs et hommes de 400 cp. inf. cherchant à connaître le degré d'initiative que chacun avait manifesté. Les conclusions sont intéressantes. Sur l'ensemble des combattants 15 % tirent sur l'ennemi ou sur ses positions, environ 10 % ont fait un acte offensif, amélioration des positions de tir, progression individuelle. On parvient donc à 25 % d'éléments actifs. Ce sont toujours les mêmes. C'est parmi eux qu'on enregistre le plus de pertes. Quelles sont les raisons qui impliquent « le manque à combattre » des 75 % restants ? Complexe de culpa-

bilité, complexe d'infériorité, reconnaissance du danger et instinct de conservation, peur active se concrétisant par la fuite, peur passive plaçant l'individu dans un état voisin de la paralysie.

Y a-t-il des possibilités d'amélioration psychologique du combattant ? « Le soldat se bat mal pour n'avoir appris que des répliques mécaniques de son rôle et pour avoir une ignorance profonde de la réalité psychologique de l'engagement. Il n'est pas entraîné à la perspective et à la rencontre de l'imprévisible. » Conférences, cinémas sont inopérants, il faudrait arriver à enseigner cette réalité par une monographie propre à chaque poste de combat et dégagée de toutes les fonctions techniques et tactiques qui accaparent généralement l'attention. Il appartient aux psychologues militaires d'avertir le combattant de toutes les détériorations psychologiques qui le guettent. — M. Maucorps termine son exposé que j'ai commenté de façon très incomplète, en insistant sur la nécessité de réformes radicales dans le choix et la formation des combattants.

« Le problème du facteur humain au combat doit dépasser le stade des considérations sentimentales, des déclarations platoniques, pour s'inscrire dans les actes comme des règlements. »

SOMMAIRE : *L'exhumation de Napoléon racontée par son principal témoin*, par M. Dupouy. — *Le pétrole dans le monde*, par M. Zedet. — *Les trains continus à larges bandes*, par XXX. — *Correspondances*. — *Chroniques et bibliographie*.

Major D.
